

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_399

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 2 novembre de l'entreprise CONSTRUCTEL, 81 rue René AUGÉ, 38980 VIRIVILLE, représentée par Monsieur PEREIRA GONCALVES José, concernant des travaux de réparation d'une conduite Télécom pour le compte d'ORANGE au droit du N°318 rue des Charbonnières,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser des travaux au droit du N°318 rue des Charbonnières, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Entre le 13 et le 25 novembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux d'une durée de deux jours rue des Charbonnières comme énoncé dans la demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés Rue des Charbonnières, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable pour une durée de deux jours, entre le 13 et le 25 novembre 2023.

- Un empiètement sur trottoir et un basculement sur trottoir opposé pourra être nécessaire, selon les besoins du chantier.
- La circulation sera régulée par demi-chaussée par hommes fanions en fonction de l'avancement du chantier
- La vitesse dans l'emprise et à proximité du chantier sera limitée à 30 km/h.
- L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux de l'entreprise seront interdits dans l'enceinte du chantier.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 2 novembre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Responsable des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

